

PROJET

DE plate-forme d'action de la ligue communiste et des cercles rouges

Nés pour les premiers lors de la campagne pour la libération des 3 soldats emprisonnés, Devaux, Hervé et Trouilleux en 1970, les Cercles Rouges possèdent déjà un certain passé.

A travers la participation aux campagnes de la Ligue Communiste et l'animation des luttes de masse du milieu lycéen (affaire Guiot, Circulaire Guichard) s'est affirmée une force qui se chiffre à plusieurs centaines sur le plan national.

Se construisant d'abord autour de journaux locaux, les CR se sont longtemps contentés d'une activité limitée au cadre de leur propre lycée. Mais à partir d'un certain stade ce champ d'intervention limité est devenu un frein au développement des Cercles Rouges, un besoin s'est fait jour : le besoin de contacts, d'échanges d'expériences avec d'autres lycées, d'autres CR. Certaines coordinations ont ainsi été mises en place. Rapidement elles ont été amenées à prendre en charge des initiatives locales (meeting) ; une presse, une politique d'implantation des nouveaux CR etc...

Il est aujourd'hui indéniable que les CR possèdent une réalité nationale. Maintenir l'isolement ne peut conduire qu'à la stagnation et au recul. Il faut avancer. L'étape actuelle, c'est l'étape nationale. Afin de discuter de cet objectif, les Cercles et Comités Rouges tiendront une première rencontre nationale début mars.

L'objet de cette réunion :

- échanger les expériences entre CR
- discuter des axes d'intervention, des modalités des campagnes
- adopter une plate-forme des Cercles Rouges.

Cette plate-forme n'est qu'un projet : il faudra, par la discussion collective, la corriger, l'amender, la compléter afin d'en faire une réelle arme de combat.

NON AU LYCEE CASERNE NON A L'ORDRE MORAL

Régis pour la plupart sur le mode hérité de Napoléon, les établissements secondaires sont dominés par une discipline qui se veut de fer: Qu'on ne s'y trompe pas ! Même si parfois les formes les plus brutales de répression disciplinaire se sont progressivement effacées, celle-ci reste constamment présente. L'éducation de la soumission, le contrôle étroit des allées et venues, des entrées et sorties des élèves sont renforcés. Coincé entre sa famille et son établissement, le lycéen ne doit pas acquiescer de « mauvaises habitudes ou des relations malsaines ». Par l'interdiction de toute liberté individuelle ou collective, les administrations tentent de faire pénétrer dans le crâne épais des élèves, les dures réalités du système capitaliste : comment avoir une salle pour un foyer ou une réunion politique ou une représentation théâtrale ? Il faut demander l'autorisation. Quand celle-ci est accordée, il faut encore subir la censure de l'administration qui autorisera (et encouragera même) des conférences sur la « faim en Inde », mais refusera un débat sur les conditions du système pénitentiaire français.

La récente circulaire Guichard a ouvert les yeux aux derniers aveugles : pour nos responsables il n'est plus temps de dialoguer ou de participer : les lycéens ne feront pas de politique, ils ne feront pas

grève. Tout juste apprendront-ils en Instruction Civique comment déposer un bulletin dans l'urne en faisant attention au danger du totalitarisme qu'il soit communiste ou fasciste.

Car les cours ne plus ne sont pas neutres !

Un programme d'histoire qui consacre 2 heures à la Commune de Paris et autant, sinon plus aux états d'âme d'Eugénie avant la défaite, qu'un cours sur le marxisme qui tente d'en dégager l'intérêt pour la philosophie tout en condamnant son application pratique néfaste.

A tout cela nous répondrons :

- Droit d'expression, de réunion, d'organisation sans contrôle, censure ou chantage de l'administration !
- Droit de libre disposition des moyens nécessaires pour l'activité culturelle ou artistique sans interférence de l'administration !
- Pas une sanction pour fait de grève ou d'activité politique quelconque : suppression des Conseils de discipline !
- A bas la circulaire Guichard !
- A bas la collusion administration - Association des parents d'élèves réactionnaires !
- Les flics hors des lycées !
- Droit à la critique sur les programmes. Organisons des contre-cours.

Nous savons que le pouvoir veut faire concorder la production d'élèves ou d'étudiants de telle ou telle qualification avec les besoins de l'économie capitaliste : en multipliant les barrages à l'entrée en 6ème, en 4ème, en 2ème ; en instaurant une orientation forcée draconienne vers les voies courtes, en projetant de remplacer la philo par l'informatique.

- Contre la spécialisation précoce : A bas l'orientation forcée, droit pour les élèves de prendre la voie de leur choix en dehors de toute pression administrative ou familiale !
- A bas la sélection-guillotine du baccalauréat !



droits réservés

CONTRE LA REPRESSION SEXUELLE

Dans les lycées mixtes, il est interdit de flirter : un élève et une élève trouvés ensemble dans un couloir cela peut entraîner une exclusion. Si l'on suit à la lettre les règlements intérieurs des lycées, si l'on rajoute la totale dépendance vis-à-vis des parents sur la question du logement, l'on

voit que le système capitaliste interdit aux jeunes toute forme de relation sexuelle. Pour lui les jeunes doivent « savoir attendre ».

- Afin de rendre possible le contrôle sur son propre corps, nous demandons la pilule libre et gratuite pour tous !
- Création dans tous les lycées de centres d'information et de diffusion libres et gratuites des produits contraceptifs.
- Pour que les cours de Sciences Naturelles ne traitent plus seulement de la reproduction des graminées ou des moules, nous réclamons une véritable éducation scientifique sur les questions sexuelles.
- Pour que cesse le scandale des avortements clandestins, nous réclamons le droit à l'avortement libre et gratuit !
- Contre tout statut spécial des filles-mères, pour le droit à la poursuite normale des études pour les mères, y compris célibataires !

Complément indispensable de l'école disciplinaire, la famille contribue à créer pour le jeune un univers dominé par la hiérarchie, l'autorité, le poids des idées reçues. Par le biais du pouvoir financier, la cellule familiale tente de perpétuer un contrôle sur l'ensemble de la vie du lycéen.

- Suppression de la toute puissance légale des parents sur leur progéniture !
- Institution d'un pré-salaire pour tous !

LE SPORT DE COMPETITION

La France a-t-elle subi un échec à Helsinki ? Non ! Seule la bourgeoisie qui prodigue un enseignement nationaliste chauvin peut accorder cette importance à cet événement. Portant un grand intérêt au développement du sport de compétition, elle braque tous les feux sur ces fameuses « équipes nationales » afin de créer chez les jeunes la volonté de ressembler à ces « champions super men ». Elle seule a intérêt à dévoyer l'explosive éner-

gie de la jeunesse dans la voie de garage qu'est l'entraînement sportif intensif.

- Contre l'embrigadement par le sport : A bas le sport de compétition !

ARMEE NATIONALE: ARMEE DU CAPITAL

Couronnement final du processus de cassage, d'embrigadement des velléités de révolte, l'armée bourgeoise tente de ré-

pondre de façon plus adéquate à sa tâche. La Loi Debré, réforme du service national supprime le sursis.

Intégré à dix-huit ou dix-neuf ans, le jeune qui n'a subi jusque-là « que » la discipline de l'école et de la famille va subir l'épreuve qui va faire de lui un citoyen-mouton.

- Un mois de classe sans permission
 - Un an d'abrutissement, de brimades stupides, de marches forcées sans but, d'exercice de parade, d'autorité incontrôlée des petits chefs, d'anéantissement de toute personnalité.
 - Une formation à la technique militaire quasi nulle
 - Un rôle de briseur des grandes grèves de la classe ouvrière (transports, éboueurs...)
 - Une paye ridicule et purement symbolique.
- Nous réclamons :
- Libre choix de la date de départ et du lieu d'intégration !
 - réduction de temps de service au temps des classes : 2 mois avec une réelle formation aux techniques militaires modernes !
 - le SMIG pour tous les appelés !
 - Suppression de toutes les brimades !
 - Suppression des tribunaux militaires, véritables tribunaux d'exception !
 - Droit de réunion et d'organisation politique pour les appelés !

NON A L'ENCASERNEMENT !

Chaque jour les faits divers des journaux rapportent des exemples de brimades contre les jeunes. Qu'ils soient abattus par des patrons de bistrot, ou l'objet de la vindicte particulière des patrouilles nocturnes de la police, les jeunes sont écrasés d'un véritable racisme.

Pour le droit à la tenue vestimentaire de son choix !

Contre les brimades policières incessantes !

A bas le racisme anti-jeune !

- Alors que se développe à grande échelle, par le biais de la presse, une campagne xénophobe et de multiples attentats et assassinats contre les travailleurs immigrés notamment, nous dénonçons toute résurgence du racisme !

- Les Cercles Rouges lycéens mèneront une lutte incessante pour interdire à tous les fascistes, à toutes les bandes armées du capital le droit de cité dans les lycées en employant si nécessaire les moyens physiques liés à une activité de masse.

- Les Cercles Rouges lycéens sont solidaires de toute lutte anti-capitaliste. Ils soutiennent de toutes leurs forces les luttes ouvrières (en les popularisant, en organisant l'aide financière).

ORGANISER LES LUTTES

Le milieu lycéen, lieu de cristallisation de la crise des valeurs traditionnelles et du système établi, est traversé de courants de révolte d'une ampleur considérable.

Depuis Mai 68, les explosions de colère des lycéens, symboles de la radicalisation de la jeunesse dans son ensemble ont infligé des défaites cuisantes au gouvernement, notamment pendant l'affaire Guiot.

Les Cercles Rouges ne doivent nullement être des cénacles de discussions entre militants politisés. Ils doivent au contraire chercher en permanence à s'adresser au milieu dans son ensemble en l'éduquant par une propagande communiste quotidienne. Les cercles rouges doivent être à la pointe du combat pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des lycéens : sans arrêt, ils cherchent à engager des luttes de masse du milieu sur des points précis. Les cercles rouges qui regroupent l'avant-garde des lycéens ne cherchent en aucun cas à se substituer aux organisations autonomes du mouvement de masse. Au contraire, dès que faire se peut, ils lancent des Comités de Lutte sur des revendications précises. Pendant les mobilisations massives, ils proposent aux Comités de Lutte et (ou) de grève de se coordonner sur le plan local, si possible sur le plan national. Après le mouvement, ils tirent avec le maximum de lycéens le bilan de la lutte. Toute intervention dans des organes de lutte du mouvement implique de propo-